DÉCLARATION LIMINAIRE AU CHSCT du 22 octobre 2021

Monsieur le Président,

Ce CHSCT est le dernier avant que quatre services soient restructurés : la trésorerie d'Étain, la trésorerie de St Mihiel, le SIE de Verdun et le SIP de Commercy.
Pourtant nous ne pourrons pas en parler dans cette instance. En effet, suite à l'adoption de la loi de transformation de la fonction publique, les CT sont devenus les seules instances compétentes pour évoquer ce sujet. Pourtant, ces restructurations auront un lourd impact sur les conditions de travail des agents.

Celles-ci sont déjà fortement dégradées, comme l'ont montré les résultats édifiants de l'observatoire interne, ainsi que les visites de services effectuées par les membres du CHSCT. Malgré leur attachement aux missions de service public, la majorité des agents a perdu toute motivation au travail, des conflits éclatent avec les usagers (qu'ils soient des particuliers ou des élus), ou entre les agents. On leur demande d'en faire toujours plus avec moins de moyens.

De plus en plus de services sont touchés par un découragement total qui conduit à des arrêts maladie, des demandes de télétravail pour échapper au quotidien du bureau et même à des démissions.

Les agents ont besoin de stabilité et de visibilité, pour exercer sereinement leurs missions.

La stabilité est désormais illusoire, tant les réorganisations de services ont été et sont nombreuses.
On fusionne et on supprime même des services qui sont eux-mêmes fusionnés. Les agents ne supportent plus ces réorganisations dans tous les sens, dont plus personne ne saisit l'intérêt, si ce n'est de pallier le manque d'effectifs. Aucune réorganisation de service n'a amélioré l'efficacité de nos missions.

Quant à la visibilité, qui peut croire que telle ou telle structure sera pérenne jusque 2026 comme annoncé, alors même que de nouvelles élections auront lieu l'an prochain ? Comment croire que la DGFIP sera demain une administration d'État, alors même que les fonctionnaires sont poussés à être remplacés par des contractuels ? Comment croire que nos missions resteront demain régaliennes, quand on voit à quel point l'externalisation est pressante ?

Il paraît que les agents de la DGFiP ont fourni un travail exceptionnel, qu'ils ont sauvé l'économie française, selon le discours de Bruno Lemaire publié sur Ulysse. Mais de quelle reconnaissance bénéficient-ils ? On voit que les remerciements ne coûtent pas cher... Alors que les personnels ont subi une baisse de 20 % de leur pouvoir d'achat depuis 2000, aucune augmentation pérenne de leur rémunération n'est en vue.

Il paraît que la DGFiP est une administration d'élite. Monsieur le ministre pourrait regarder les résultats de l'observatoire interne pour voir dans quel état sont les agents de notre administration. Et prendre conscience que la qualité du service public baisse année après année du fait des suppressions de postes et des restructurations incessantes.

Il paraît que personne n'échappe à l'impôt, que la lutte contre la fraude fiscale est faite avec une efficacité totale. Il suffit pourtant de regarder le chiffre estimé de la fraude fiscale, les récentes affaires d'évasions fiscales, le nombre d'emplois supprimés dans le contrôle fiscal, les piètres résultats du tant vanté data-mining pour se convaincre du contraire.

Il paraît que les évolutions qui nous attendent seront toutes des évolutions positives. Les agents dont les services se trouveront restructurés au 1er janvier ne peuvent pas être en accord avec cette assertion. Ni les agents qui subiront d'autres suppressions de postes dans leur service dans quelques mois.

Il paraît enfin, qu'il faut être fiers de la déconcentration des services, qu'il faut se réjouir des dizaines d'emplois qui arriveront dans les communes concernées. Monsieur le ministre a-t-il conscience que ces dizaines d'emplois existaient déjà il y a quelques années et ont été supprimés du fait du choix politique de son gouvernement, dans la droite ligne des précédents ? Qu'il désorganise des services entiers juste pour satisfaire à un coup de com' ?

Notre ministre est peut être naïf au point de croire à son propre discours, mais les agents ne sont pas dupes, Monsieur le Président.

Ainsi, afin de prendre réellement en considération le travail exceptionnel des agents vanté par notre ministre et de démontrer la sincérité de ses propos, nous réitérons dans cette déclaration liminaire deux de nos revendications :

- l'arrêt du Nouveau Réseau de Proximité ou a minima sa suspension,
- une augmentation significative et pérenne de la rémunération de l'ensemble des agents.